

Leaders Summit du Global compact 2007 –

Discours d'Anne Lauvergeon, CEO, AREVA

"Facing realities"

(6 juillet 2007, 10 heures – salle des Assemblées du palais des Nations, Genève)

Excellences,

Mesdames, Messieurs

C'est un honneur pour moi de prendre la parole aujourd'hui au cours de ce Leaders Summit du Global Compact, comme c'est un honneur d'être membre du Conseil du Global Compact. Je me réjouis de constater qu'alors que l'Organisation des Nations Unies vient de vivre le passage de relais entre l'ancien et le nouveau Secrétaire Général, M. Ban Ki Moon, la même conviction, la même force animent le Global Compact. Je tiens à rendre hommage à Georg Kell, directeur du Global Compact, sans le travail duquel rien ne serait possible.

“Affronter les réalités” : tel est le sujet qui nous est proposé sur les différents thèmes de la session de ce matin - droits de l'homme, changement climatique, conditions de travail, lutte contre la corruption et investissement éthique.

S'agissant du thème du changement climatique sur lequel je suis invitée à parler, que n'a-t-on le sentiment d'en entendre parler sans arrêt, de tout savoir !

Dois-je rappeler ici ces faits et chiffres que nous avons tous en tête sur le sujet ? Le prix de l'inaction est aujourd'hui évalué par les experts à 5500 milliards d'euros pour l'économie mondiale. Je pourrais également évoquer devant vous le réchauffement prévu par les experts du groupe intergouvernemental sur le changement climatique : il pourrait s'accroître au cours du 21ème siècle de 1,8 à 4 degrés. Ce n'est pas beaucoup, direz-vous ? En réalité, c'est énorme si l'on se souvient que la

température moyenne aujourd'hui est seulement de 5 degrés supérieure à ce qu'elle était pendant l'ère glaciaire.

Des chiffres redoutables, je pourrais en citer à l'infini. Mais vous l'aurez compris, ce que je tiens à souligner aujourd'hui devant vous c'est combien les conséquences du changement climatique sur l'environnement, la santé, les mouvements de population pourraient atteindre des proportions inouïes, dans un contexte où nous serons deux à trois milliards d'habitants supplémentaires d'ici à 2050.

En tant que chefs d'entreprise, nous savons tous que ne pas agir coûte plus cher qu'agir. Loin de moi l'idée de comparer le fonctionnement des affaires de la planète à celui d'une entreprise : il est évidemment bien plus complexe ! Mais il est clair que nous avons besoin de trouver des solutions concrètes pour décorréliser la croissance du PIB, qu'il faut bien entendu maintenir, et celle des émissions de CO₂, liées depuis les débuts de la révolution industrielle.

Est-ce hors de notre portée ? Non ! Existe-t-il des solutions ? Oui, si nous partons du constat que le changement climatique est l'affaire de tous, partout. Oui, si nous partons du postulat que pour infléchir d'abord, inverser ensuite ces tendances nous devons tous agir, où que nous soyons : en Amérique, en Chine, en Inde, en Europe. C'est un problème global ; la seule approche pour le résoudre ne peut qu'être globale.

D'ores et déjà nous, entreprises, faisons la démonstration de notre capacité collective à nous mobiliser dans ce combat contre le changement climatique, en particulier par les solutions techniques et les financements que nous apportons. Nous devons, nous pouvons faire plus, mieux et plus vite !

Chez AREVA, nous y travaillons au quotidien. Entreprise qui représente un chiffre d'affaires de 11 milliards d'euros et emploie 62 000 personnes dans le monde, AREVA a pour mission de fournir aux électriciens des solutions pour produire et acheminer l'énergie. Notre stratégie de base, c'est le sans CO₂. Pour répondre aux besoins croissants dans le domaine énergétique, nous fournissons des solutions compétitives pour la production d'énergies sans CO₂ et la transmission d'électricité. A cette fin, nous investissons une part significative de notre chiffre d'affaire annuel dans le potentiel humain ainsi que dans la recherche et le développement pour préparer les solutions énergétiques du futur.

Pour AREVA la responsabilité environnementale n'est ni un outil marketing ni un slogan creux. C'est une conviction, c'est un engagement, ce sont des processus, des actions concrètes que nous mettons en œuvre, et dont nous rendons compte, dans toute la chaîne de nos activités industrielles et commerciales.

A cet effet, nous avons déployé depuis plusieurs années notre propre système d'évaluation et de reporting de progrès continu, applicable à l'ensemble du Groupe. AREVA Way est le nom de ce système de management très fédérateur. Il nous permet de mesurer, et le cas échéant de réorienter, l'application de nos dix engagements de Développement Durable, qui couvrent aussi, au-delà de l'environnement, les questions liées aux droits de l'Homme.

Une question nous est posée au cours de cette session : la responsabilité environnementale crée-t-elle de la valeur ? La réponse est positive : la responsabilité environnementale permet de créer de la valeur, j'en suis intimement convaincue ! J'en veux pour preuve l'accroissement de la valorisation d'AREVA entre 2004 et 2007, passée de 10 à un montant compris entre 20 et 25 milliards d'euros.

Et cette conviction gagne aussi du terrain chez nos clients, les électriciens qui fournissent industries et particuliers en énergie. Eux aussi considèrent, et de plus en plus, qu'ils ont une responsabilité spécifique en matière d'impact climatique.

Partout dans le monde, un nombre croissant d'entreprises en est convaincu : les changements pourraient gravement affecter leurs modes de fonctionnement opérationnels et commerciaux. Conviction qui se répand également parmi les analystes financiers et les parties prenantes, qui analysent et jugent de plus en plus les entreprises dans cette perspective.

Cette expérience, ces convictions, qui sont les nôtres chez AREVA, je suis honorée et heureuse de pouvoir les partager aujourd'hui avec vous. Et je souhaite remercier vivement le Global Compact, qui fait un travail nécessaire et formidable, de m'en donner l'occasion. Je veux rappeler ici qu'AREVA est également membre du World Business Council for Sustainable Development (WBCSD) et de la Business Leader Initiative for Human Rights (BLIHR). Je souhaite souligner combien il est important que ces institutions, loin de se faire concurrence, aient pour objectif de travailler ensemble.

A mes yeux, et je crois que c'est le cas de tous ici, l'adhésion au Global Compact et à ses principes, est un moyen d'être plus fort, d'aller plus vite et d'affirmer haut et clair :

- que nous avons la responsabilité de convaincre ceux qui pensent encore que la lutte contre le changement climatique est l'affaire des autres, que c'est en réalité celle de tout le monde;
- que nous avons la responsabilité de convaincre ceux qui pensent que le temps est à la réflexion, qu'il est en réalité à l'action ;
- que nous avons la responsabilité de partager les meilleures pratiques et d'apprendre énormément les uns des autres ; pour ma part en effet, j'ai beaucoup appris de ma participation aux trois organismes que j'ai cités, et d'autres ;
- et que ces responsabilités, nous devons les faire partager à nos partenaires, à nos fournisseurs et au tissu industriel des régions dans lesquelles nous opérons.

En tant que membres du Global Compact, nous nous devons d'être des éclaireurs dans cette lutte. D'être ceux qui font en sorte que les engagements se transforment en actions, et que les actions se transforment en résultats.

Je suis certaine que la session à venir ce matin sur le changement climatique permettra de discuter des solutions à mettre en œuvre pour que ce programme devienne réalité.

Jeffrey Sachs rappelait hier soir, concluant la première journée de nos travaux, que les entreprises possédaient la culture du résultat, les technologies et les outils de financement. Mais il nous a appelés aussi à marier la rationalité des affaires et les émotions humaines. C'est le bon moment pour le faire, sur ce sujet comme sur les autres qui sont au programme de notre session aujourd'hui.

Excellences, Mesdames et Messieurs, je vous remercie de votre attention.